

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/262-la-guinee-conakry-et-la-guinee.html>

Afrique

La Guinée Conakry et la Guinée équatoriale

- Pays (international) -

Date de mise en ligne : jeudi 3 novembre 2005

Journal La Mée Châteaubriant

[vivre dans un cimetière](#)

Ecrit le 5 octobre 2005 :

Un stagiaire guinéen à la [Communauté de Communes](#) du Castelbriantais

M. Kollet Keita, conseiller formateur des collectivités locales, est venu passer le mois de septembre à Châteaubriant, en commençant par la Foire de Béré. Il a découvert l'organisation locale et, à travers de nombreuses visites (Foirail, abattoir, élevages, tri des déchets), il a apprécié la compétence des castelbriantais, leur disponibilité mais aussi leur volume de travail. Citoyen de la République de Guinée, il travaille notamment à la CRD de Samaya (Communauté rurale de développement de Samaya).

Trois Guinées

L'Afrique compte trois Guinées, avec chacune une langue officielle différente : français, portugais et espagnol. On distingue en effet :

- 1) la Guinée (245 857 km²) proprement dite appelée aussi Guinée-Conakry (francophone) ;
- 2) la Guinée-Bissau (36 125 km²) dite « Guinée portugaise » (lusophone) ;
- 3) la Guinée équatoriale (28 051 km²) ou « Guinée espagnole » (hispanophone).



Guinée-Con

La langue officielle de chacun de ces pays résulte de l'histoire de la colonisation européenne (France, Portugal et Espagne).

La Guinée-Conakry, appelée officiellement République de Guinée, est un pays de 245 857 km², (environ la moitié de la France). La Guinée-Conakry comprend également les îles de Los au large de Conakry, la capitale. Plus de 1,5 million de Guinéens habitent Conakry qui est aussi une importante ville portuaire.

Le français est la langue officielle du pays, mais seulement 15 % à 25 % des Guinéens le pratiquent ; dans les campagnes éloignées, cette langue demeure à peu près inconnue.

Données historiques

Les Portugais furent les premiers Européens, au XVe siècle, à longer les côtes de la Guinée et à entrer en contact avec les populations qui s'y trouvaient. Ils installèrent des comptoirs et pratiquèrent le commerce des épices, de l'huile de palme, l'or, de l'ivoire et ... la traite des esclaves.

En 1880, le Français Olivier de Sanderval jeta les bases de la colonisation européenne dans la région. Dans les

années 1880, l'almamy (souverain) d'origine malinkée, Samory Touré, équipé d'armes modernes, prit le contrôle de l'intérieur du pays. En 1884-1885, suite à un accord entre les puissances coloniales de l'époque (France, Grande-Bretagne, Allemagne et Portugal), la conférence de Berlin reconnut les « droits » de la France sur la région.

Le territoire de la Guinée devint une colonie française en 1893 et fut intégré à l'Afrique occidentale française (AOF). Mais l'almamy Samory Touré mena une guerre organisée contre l'occupation française sur la côte et dans les massifs montagneux du Sud-Est, jusqu'à ce qu'il soit vaincu en 1898. Fait prisonnier en 1898, il fut déporté au Gabon où il mourut en 1900. Il fut l'un des derniers héros de l'histoire pré coloniale du pays. Les résistances à l'occupation française continuèrent et ne cessèrent qu'en 1912, lors de la « pacification » de cette zone. L'émiettement en multiples chefferies rivales facilita l'emprise française sur le pays. Mais les excès militaires français provoquèrent en 1911 une révolte des Guerzé et des Manons, qui fut réprimée avec une très grande brutalité.

L'exploitation du pays fut le fait des Français, les autochtones fournissant la main-d'oeuvre à bon marché. Les sociétés françaises monopolisèrent les cultures d'exportation. L'exploitation des ressources naturelles s'orienta vers les besoins de la Métropole, ce qui suscita très tôt un syndicalisme très politisé, surtout dans les centres industriels et portuaires, qui se transforma en mouvements contestataires. Pendant les deux guerres mondiales, la Métropole fit largement appel aux soldats guinéens : 36 000 furent mobilisés en 1914-1918 et près de 18 000 en 1939-1945.

La Guinée française devint par la Constitution française du 7 octobre 1946 un « territoire d'outre-mer ». À la fin de l'empire colonial français, le taux de scolarisation des « indigènes » restait inférieur à 12 %. Avec d'importantes disparités entre les sexes, les milieux urbains et ruraux, les différents groupes sociaux et religieux. L'enseignement supérieur demeurait inexistant.

Vers l'indépendance

Inévitablement, une conscience politique anticoloniale se développa pour s'affirmer avec force après la Seconde Guerre mondiale. En 1952, Ahmed Sékou Touré, arrière-petit-fils de Samory Touré, mena des activités politiques afin d'obtenir davantage de représentants africains dans le gouvernement local. Il fonda le Parti démocratique de Guinée dont il fit une organisation populaire fortement structurée.

Lors du référendum du 28 septembre 1958, la Guinée fut le seul pays de toute l'Afrique francophone à rejeter la proposition du général de Gaulle concernant l'intégration des colonies de l'Afrique occidentale française au sein d'une éventuelle Communauté française.

Mécontente de la décision guinéenne, la France suspendit immédiatement son aide. En un mois, l'administration guinéenne se vit privée de tous les techniciens et fonctionnaires français, y compris les médecins, les infirmières, les enseignants, les responsables de la sécurité aérienne, etc.

Le régime autoritaire de Sékou Touré

La Guinée accéda à l'indépendance le 2 octobre 1958. Sékou Touré, était très populaire dans son pays comme dans toute l'Afrique.

Mais il vira peu à peu à la dictature. Au cours de l'année 1960, Sékou Touré ordonna une destruction massive de

livres, journaux, documents administratifs, juridiques, archives, etc., dans tous les services publics. Les archives furent pillées et vidées, et tous les autres documents furent brûlés sous le contrôle d'un agent de la sécurité. Par la suite, l'importation de livres et de journaux étrangers fut interdite pour les particuliers.

La réforme scolaire

Le gouvernement ambitionnait de « scolariser tous les enfants du pays à partir de l'année scolaire 1964-1965 ». Toutefois, c'est à partir de 1968 que Sékou Touré appliqua sa politique linguistique d'africanisation et entreprit de réformer l'éducation dans les écoles primaires.

Rareté des manuels scolaires, insuffisance de la formation des maîtres, l'enseignement fut mal reçu par la population. Nombre d'enfants abandonnèrent simplement l'école, car beaucoup de parents, surtout dans les campagnes, préférèrent faire travailler leurs enfants aux champs.

À la fin du régime, en 1984, le taux de scolarisation restait encore inférieur à 20 % mais tous les enfants des élites guinéennes fréquentaient systématiquement l'école privée et apprenaient, pour leur part, le français.

Un bilan décevant

Affronté à la faillite de son pays, en butte au mécontentement grandissant de la population, le dictateur chercha de l'aide auprès du bloc communiste afin d'obtenir le financement que la France lui refusait.

Après la mort de Sékou Touré en 1984, le pays était ruiné, deux millions de Guinéens avaient fui le pays pour rejoindre la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou la France, les prisons étaient pleines et quelque 700 000 morts étaient attribués au dictateur.

Un Comité révolutionnaire de redressement national (CRRN) comprenant des militaires porta au pouvoir le colonel Lansana Conté. (toujours en place)

Puis la Guinée s'engagea dans une série de réformes . Par la suite, la population guinéenne s'est retrouvée aux prises avec un de ces plans de restructuration dont seuls le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont le secret. La Guinée connut notamment le licenciement d'un bon tiers des fonctionnaires que comptait le pays, la privatisation des banques et de la centaine de sociétés d'État, avec en prime l'augmentation fulgurante du prix des denrées de première nécessité. En 1993, le colonel Lansana Conté remporta la première élection présidentielle pluraliste. **Les libertés fondamentales** furent progressivement restaurées, l'inflation en partie maîtrisée, la vie démocratique revint lentement.

Cependant, la stabilité politique resta précaire. Amnesty international dénonce encore aujourd'hui le régime guinéen, notamment pour ses violations du droit d'expression et du droit d'association, et les tortures en tout genre des personnes incarcérées, souvent sans procès.

Selon le Rapport mondial sur le développement humain publié en 1992 par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Guinée était classée au dernier rang des 170 pays du monde, derrière Haïti et la Somalie. Malgré ses richesses naturelles, la Guinée ne parvint pas à faire décoller son économie.

Pourtant, selon les Guinéens eux-mêmes, la Guinée-Conakry est un pays « béni d'Allah », on l'a surnommée « le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest » en raison de son réseau hydrographique. Ses ressources minières sont énormes : les deux tiers des réserves de bauxite du monde, des métaux rares (cobalt, uranium), de l'or, des diamants, etc.

Dans ce pays, l'espérance de vie est de 47 ans. Le taux de fécondité est de 5,9 enfants par femme (1,9 en France en 2003).

Samaya

La Communauté de Communes du Castelbriantais a entrepris une action internationale avec la Guinée, notamment avec la CRD de Samaya. La CRD est une communauté rurale de développement (18 000 habitants, 14 communes).

Une convention-cadre a été adoptée par la Communauté de Communes du Castelbriantais le 30 mars 2005 et deux personnes sont allées sur place :

M. François Martin (élu) et M. Stéphane Adnot (directeur des services).



François Martin, Kollett K

**La convention signée avec la CRD
de Samaya :**

â€“ Renforcement des capacités institutionnelles

â€“ Renforcement des capacités de mobilisation des ressources et de gestion financière

â€“ Renforcement des capacités techniques de services déconcentrés

â€“ Appui à la conduite de projets de développement locaux

â€“ Promotion et renforcement des liens entre les citoyens du Castelbriantais et de la CRD de Samaya.



Lac artificiel de Sa

Samaya :

â€“ n'a pas de réseau d'eau potable,

â€“ pas de réseau d'électricité ou de téléphone.

â€“ Les routes n'existent pas : il n'y a que des pistes d'accès difficile, surtout en saison des pluies (2 heures pour faire 36 km).

Paradoxe :

sur le territoire de Samaya se trouve un grand lac artificiel qui alimente deux centrales électriques destinées à desservir les villes de Kindia et Conakry ...

mais Samaya n'a ni l'électricité, ni un réseau d'eau potable !

La Communauté de Communes du Castelbriantais a affecté 4000 Euros à la construction d'une Maison des Jeunes à Samaya. La charpente de celle-ci a été construite par un centre de formation d'apprentis de Kindia, puis démontée et remontée à Samaya.

Dans cette maison se fera de la formation professionnelle mais aussi des activités culturelles et un lieu de rencontre (cafétéria).

La Communauté de Communes et la CRD de Samaya espèrent créer des échanges artistiques et culturels, pour que la coopération ne se limite pas à la construction d'un bâtiment.

Un projet de valises pédagogiques a été élaboré.

Toutes les écoles primaires de la Communauté de Communes ont été sollicitées.

La Communauté de Communes du Castelbriantais propose à toutes les écoles volontaires de participer à la confection de « valises pédagogiques » (dessins, poèmes, contes, chants, jouets, objets et effets personnels) portant sur l'école, l'histoire et la géographie, la pédagogie, la tradition, la vie culturelle, sociale, sportive, économique des habitants .

Renseignements : 02 28 04 06 33

Ecrit le 3 novembre 2005 :

La vie dans un cimetière

A côté des pierres tombales, une femme lave son linge et non loin un jeune homme bâtit sa maison, rez-de-chaussée et un étage en dur. En raison de la crise du logement des habitants de Malabo ont élu domicile jusque dans le cimetière municipal de la capitale de Guinée équatoriale.

La crise, persistante depuis de longues années, s'est accentuée depuis le boom pétrolier entamé en 1992, qui a récemment fait du pays le troisième producteur de brut d'Afrique subsaharienne et a attiré de nombreux et riches étrangers.

Vingt personnes dans trois pièces

Résultat, les loyers ont explosé. Dans les nouvelles zones résidentielles, construites à l'intention des expatriés ou cadres du secteur pétrolier, le loyer est inaccessible à la grande majorité des Equato-guinéens. Eux s'entassent dans les quartiers populaires. Jusqu'à vingt personnes se serrent dans des trois pièces théoriquement construits dans les années 60 pour une famille.

Mais ces loyers, pourtant inférieurs aux autres, restent encore trop élevés pour les plus pauvres, même pour une maison ou une simple chambre en bois, la majorité de la population ne voyant pas la couleur des pétrodollars qui inondent le pays.

Les récentes expropriations forcées menées par l'Etat pour construire routes et bâtiments d'« utilité publique » n'ont rien arrangé, multipliant le nombre de ceux qui sont contraints de se construire un abri dans des endroits insalubres ou dangereux, tel que le lit de la rivière Consul qui traverse les quartiers La Paz, New Building, Maycol ou Fiston et déborde lors des grosses pluies.

Ou dans des endroits inattendus comme le Â« Campo Santo Â» (nom donné au cimetière par les Equato-guinéens pieux) d'Ela Nguema, où logements, bistrots et commerces se sont ouverts. On a parfois l'impression que de la musique sort des tombes.

« Ces gens là ne respectent même plus le repos des habitants du Campo Santo »", dénonce un vieil habitant du quartier. La mairie de Malabo a récemment diligenté une inspection et fait raser toutes les constructions.

Mais il faut bien que les vivants vivent. Â« Nous avons été chassés injustement parce que nous n'avons personne pour nous défendre, ils s'en sont pris aux plus faibles Â», s'insurgent-ils

Depuis quatre ans, dans chaque budget figurent des sommes importantes destinées aux logements sociaux. Jusqu'ici il n'y a aucun logement construit. ...

Source : Afrique centrale.info-18 octobre 2005

[Valise pédagogique avec l'école de Noyal](#)

[Histoire d'eau en Guinée](#)

Guinée, on tire sur les grévistes

voir [ici](#)